

Conseil Municipal du		24 juin 2019		à	18h00
N°ordre		36		Titre	Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) - modalités d'application et tarification à compter du 1er janvier 2020
N° identifiant		2019-0110			
Rapporteur(s)		Mme Patricia PERSICO		P.J.	
Date de la convocation		28/05/2019			
Président de séance		M. Alain CLAEYS		P.J.	
Secrétaire(s) de séance		François BLANCHARD et Diane GUÉRINEAU			
Membres en exercice		53		P.J.	
Quorum					
Présents		46	M. Alain CLAEYS - Maire M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Francis CHALARD - M. Bernard CORNU - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Régine FAGET-LAPRIE - Mme Jacqueline GAUBERT - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Christian PETIT - Mme Patricia PERSICO - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Nathalie RIMBAULT-RAITIÈRE - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - Mme Laurence VALLOIS-ROUET - M. François BLANCHARD Adjoint M. Jules AIMÉ - Mme Martine APERCÉ - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Clotilde BALLON - M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. Jean-Claude BONNEFON - Mme Nicole BORDES - M. Frédéric BOUCHAREB - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Christine BURGÈRES - M. Patrick CORONAS - Mme Jacqueline DAIGRE - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT - Mme Valérie FRANCHET-JUBERT - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Anne GÉRARD - Mme Diane GUÉRINEAU - Mme Michèle HENRI - M. Daniel HOFNUNG - M. Yves JEAN - Mme Marie-Madeleine JOUBERT - Mme Manon LABAYE - M. Laurent LUCAUD - Mme Francette MORCEAU - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Marie-Dolorès PROST - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Eliane ROUSSEAU - Mme Peggy TOMASINI - M. Alain VERDIN Conseillers municipaux		
Absents		5	M. Aurélien TRICOT Adjoint Mme Aïcha HOUSSEIN - M. Jean-José MASSOL - M. Philippe PALISSE - M. Jean-Baptiste RICCO Conseillers municipaux		
Mandats		2	Mandants		Mandataires
			Mme Michèle FAURY-CHARTIER		Mme Francette MORCEAU
			M. Édouard ROBLOT		Mme Jacqueline DAIGRE

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations est le suivant : la 1, la 8, la 9, de la 2 à la 7, de la 10 à la 20, la 78, de la 21 à la 40, la 73, de la 41 à la 61, de la 63 à la 65, la 79, la 62, de la 66 à la 72, de la 74 à la 77.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sont sorties Mmes Nicole BORDES et Régine FAGET-LAPRIE. - Sorties de Mmes Coralie BREUILLÉ et Christine BURGÈRES.
--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Projet de délibération étudié par:	3- Commission Attractivité et aménagement de l'espace et du patrimoine de la ville
------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------

Service référent	Direction Générale des Services Direction Prévention - Tranquillité publique
------------------	---------------------------------------------------------------------------------

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 2333-6 à L. 2333-16,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 581-2, L. 581-3, L. 581-6, L. 581-18, L. 581-19 ainsi que ses articles R. 581-55 à R. 581-79,

Vu la délibération du 29 juin 2009 instituant la Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE),

Vu la délibération du 27 juin 2011 exonérant les enseignes dont la surface totale est inférieure ou égale à 12 m²

Considérant que depuis le 29 juin 2009 est instituée la Taxe sur la publicité extérieure,

Considérant que cette taxe frappe les supports publicitaires suivants définis à l'article L. 581-3 du code de l'environnement, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, au sens de l'article R. 581-1 du même code à l'exception de ceux situés à l'intérieur d'un local au sens de l'article L. 5841-2 dudit code :

- les dispositifs publicitaires
- les enseignes
- les pré-enseignes y compris celles visées par les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 581-19 du code de l'environnement,

Considérant que sont exonérés du paiement de la taxe :

- les dispositifs exclusivement dédiés à l'affichage de publicités à visée non commerciales ou concernant les spectacles
 - les supports ou partie de supports prescrits par une disposition légale ou réglementaire
 - les dispositifs et/ou supports, si la somme de leur superficie est inférieure ou égale à 12 mètres carrés.
- Ne sont pas concernés par cette disposition tous les dispositifs publicitaires,

Considérant les tarifs nationaux réindexés chaque année auxquels la Ville de Poitiers se réfère pour fixer le montant de la taxe,

Considérant que la taxe est acquittée par l'exploitant du support ou, à défaut, par le propriétaire ou, à défaut, par celui dans l'intérêt duquel le dispositif a été réalisé,

Considérant que lorsque le dispositif est créé après le 1^{er} janvier, la taxe est due à compter du premier jour du mois suivant celui de la création du support. Lorsque le dispositif est supprimé en cours d'année, la taxe n'est pas due pour les mois restant à courir à compter de la suppression du support,

Considérant que la taxe est payable sur la base d'un titre de recette établi au vu d'une déclaration annuelle qui doit être effectuée avant le 1^{er} mars de l'année d'imposition pour les supports existants au 1^{er} janvier. L'installation ou la suppression d'un support publicitaire après le 1^{er} janvier fait l'objet d'une déclaration dans les deux mois.

Une contravention de 4^{ème} classe (pouvant aller jusqu'à 750 €) s'applique en cas de non-déclaration, de déclaration hors délai, ou de déclaration inexacte ou incomplète. Chaque support donne lieu à une infraction distincte,

Considérant que la taxe est liquidée par les soins des services de la Ville sur la base de la déclaration mentionnée ci-dessus,

Considérant que le Maire, les fonctionnaires municipaux assermentés et tous les agents de la force publique sont qualifiés pour le contrôle de la taxe et constater par procès-verbal les infractions aux dispositions relatives à la taxe locale sur la publicité extérieure.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- de fixer, à compter du 1^{er} janvier 2020, les tarifs de la TLPE comme suit :

I - ENSEIGNES :

Superficie < 12 m ²	12 m ² < superficie ≤ 50 m ²	Superficie > 50 m ²
---	42,20 € / m ²	84,40 € / m ²

II - DISPOSITIFS PUBLICITAIRES :

pour les dispositifs publicitaires et pré-enseignes (affichage non numérique)

Superficie ≤ 50 m ²	Superficie > 50 m ²
21,10 € / m ²	42,20 € / m ²

pour les dispositifs publicitaires et pré-enseignes (affichage numérique)

Superficie ≤ 50 m ²	Superficie > 50 m ²
63,30 € / m ²	126,60 € / m ²

- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ce sujet
- d'imputer la recette correspondante à l'article 7368 du budget Principal.

POUR	33	
CONTRE	11	Mme Martine APERCÉ, M. Jacques ARFEUILLÈRE, Mme Jacqueline DAIGRE, Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT, Mme Valérie FRANCHET-JUBERT, Mme Christiane FRAYSSE, Mme Marie-Madeleine JOUBERT, Mme Manon LABAYE, M. Sylvain POTHIER-LEROUX, Mme Marie-Dolorès PROST, M. Édouard ROBLOT.
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	4	Mme Nicole BORDES, Mme Coralie BREUILLÉ, Mme Christine BURGÈRES, Mme Régine FAGET-LAPRIE

Pour le Maire,



Affichée le	1 juillet 2019
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	1 juillet 2019
Identifiant de télétransmission	086-218601946-20190624-110384-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	7.2
Nomenclature Préfecture	Fiscalité